

Liberté de la presse : en Croatie, le grand bond en arrière

[European Center for Press and Media Freedom](#) | Traduit par Chloé Billon | lundi 7 mars 2016

Dans les années 1990, Franjo Tuđman, le premier Président de la Croatie indépendante, contrôlait les médias d'une main de fer. Son parti, le HDZ, est de retour au pouvoir et a remis au goût du jour ces pratiques d'un autre temps. Avec une ampleur que même les plus pessimistes n'avaient osé prévoir.

Par Boris Pavelić



© Daria Angeli / Flickr

Avant même [les élections législatives de novembre 2015](#) remportées par les conservateurs du HDZ, les analystes politiques prédisaient [un « retour aux années 1990 »](#). Ils évoquaient les déclarations de Tomislav Karamarko, le président du HDZ, alors dans l'opposition, qui avait, à plusieurs reprises et sans la moindre ambiguïté, annoncé une limitation de la liberté d'expression si son parti arrivait au pouvoir.

Aujourd'hui, le HDZ est le parti le plus puissant de la coalition au pouvoir et, selon le président de la Société des journalistes croates (HND), Saša Leković, ces déclarations sont aujourd'hui mises en application. « Chacun peut penser ce qu'il veut chez lui, mais en public, il faut respecter les valeurs sur lesquelles se fondent l'État croate : la guerre pour la Patrie, nos vétérans et nos morts, la doctrine de Franjo Tuđman et la grande oeuvre de Gojko Šušak », expliquait, en mai 2014, Tomislav Karamarko.

Les vétérans dans la rue contre « les gauchistes »

Les attaques contre les médias croates ont commencé avant même les législatives. En juin 2015, le célèbre journaliste Boris Dežulović, co-fondateur du [Feral Tribune](#) a claqué la porte du quotidien *Slobodna Dalmacija* après avoir été censuré. En août, le Parti croate du droit (HSP) a porté plainte contre [Novosti](#), l'hebdomadaire édité par le Conseil populaire de la minorité serbe (SNV), pour sa publication d'une chanson satirique « Ô notre bel obusier », une parodie de l'hymne national croate « Ô notre belle patrie ».

La plainte est en cours de traitement.

Néanmoins, la véritable offensive contre les médias a vraiment débuté juste après la formation du gouvernement de [Tihomir Orešković](#), le 22 janvier 2016. Quatre jours plus tard, 5 000 personnes bloquaient le centre de Zagreb pour protester contre l'Agence pour les médias électroniques, un organe de surveillance, qui avait interdit à la télévision locale Z1 d'émettre pendant trois jours pour incitation à la haine. Les manifestants, pour la plupart des vétérans, scandaient le slogan oustachi « Prêts pour la patrie ! ». Ces derniers étaient menés par Vadimir Bujanec, un militant pro-nazi tristement célèbre depuis les années 1990 pour une photo où il pose en uniforme SS. Aujourd'hui, l'homme anime l'émission de télévision hebdomadaire Bujica.

Sur Z1, le présentateur Marko Jurić avait terminé son émission du 13 janvier par les mots suivants : « Message aux Zagrébois, à tous ceux qui se promènent sur la Place du marché aux fleurs [1] : soyez prudents, vous êtes à proximité d'une église où se réunissent, pour paraphraser un ministre serbe, des vicaires tchetniks. Sur la Place du marché aux fleurs, restez sur vos gardes, surtout les mères avec des enfants, au cas où l'un de ces vicaires tchetniks, fidèle à sa tradition de massacre, sortait en courant de l'église pour étancher sa soif de sang sur la plus jolie place de Zagreb. Il conviendrait sans doute d'y installer des panneaux 'Attention, tchetnik méchant'. »

Le retour de la censure

Trois jours après les manifestations contre l'Agence pour les médias électroniques, le tout nouveau ministre de la Culture, [le très controversé Zlatko Hasanbegović](#), ordonnait la dissolution de la Commission pour les médias à but non lucratif, qui attribuait sur la base de concours des subventions aux petits médias, trop faibles pour subsister sur le marché. L'objectif de cette structure était de défendre une presse de qualité.

La Commission a été dissoute sans la moindre justification alors que son mandat n'arrivait à terme qu'en octobre 2016. Telle fut la première décision du ministre de la Culture, dont la nomination a suscité une très vive polémique à cause de ses positions révisionnistes sur la Seconde Guerre mondiale. Dès le lendemain de la nomination de Zlatko Hasanbegović, la Société des journalistes croates (HND) a publié un communiqué très critique. « Le HND s'oppose radicalement à la nomination de Zlatko Hasanbegović comme ministre de la Culture, responsable de la 'mise au pas' des journalistes indépendants, et exprime son effroi à l'idée qu'un tel individu puisse être proposé comme ministre d'un gouvernement croate ». Le HND reproche notamment au nouveau ministre de la Culture d'avoir été membre du Mouvement de libération croate, le parti fondé par le dirigeant pro-nazi de l'État croate indépendant, Ante Pavelić.

Pour justifier sa décision de dissoudre la Commission, Zlatko Hasanbegović a annoncé qu'il allait « rapidement annoncer les principaux piliers de sa politique culturelle, qui rendraient manifeste l'inutilité d'une telle Commission ». Dans une interview, il a accusé les « gauchistes », des « Messieurs Je-sais-tout » qui « bien entendu s'en mettent plein les poches », de contrôler les médias depuis une décennie. De nombreuses voix ont critiqué cette décision visant à museler les médias et comparant cette reprise en main de la presse aux méthodes des ultra-conservateurs polonais.

Soutien international

Contrairement aux affirmations du ministre Hasanbegović, qui accuse les médias indépendants de propager une idéologie gauchiste aux frais du gouvernement, les données publiées prouvent que le Fond pour la diversité de l'Agence pour les médias électroniques a, en 2015, débloqué 29,5 millions de kunas (3,9 millions d'euros) pour les médias commerciaux, contre 1,5 millions de kunas (200 000 €) pour les médias à but non-lucratif. De même, avec un taux de TVA préférentiel pour la presse (5 % au lieu de 25%), le gouvernement fait chaque année cadeau aux journaux commerciaux de 125 millions de kunas (16,4 millions €). Les médias à but non lucratif ne représentent qu'1 % du marché croate.

Les médias indépendants ont donc organisé une tribune « En défense de la liberté d'expression » qui

explique que le soi-disant manque d'argent n'est en réalité qu'un prétexte. Ils dénoncent le « premier pas d'une révolution conservatrice qui institutionnalise le désir de priver les minorités de leurs droits et de réduire les libertés ». Un diagnostic qui n'a pas tardé à être confirmé par Tomislav Karamarko en personne : mi-février, il a accusé un service public, la radio-télévision croate HRT, d'être « la télévision d'une option politique, d'un parti », celle de l'adversaire historique du HDZ, le SPD. « 1,3 milliards de kunas (170 millions d'euros) par an, tout ça pour qu'ils mentent et nous fassent passer pour des fous parce que nous sommes patriotes ? Pour qu'ils nous caricaturent et nous diabolisent ? Il va y avoir du changement à la télévision croate, qu'on se le dise ! » a-t-il tonné lors d'un meeting du HDZ à Konavle, près de Dubrovnik.

La HRT s'est empressée de réfuter les accusations du chef des conservateurs. Elle a aussi reçu le soutien de l'Union européenne de radio-télévision (UER), qui a dans un courrier au Premier ministre souligné la qualité actuelle du service public croate et « exprimé sa préoccupation face aux menaces contre l'indépendance éditoriale de la radio-télévision croate publique HRT ».

Dans une lettre ouverte, la société des journalistes croates a alerté les eurodéputés croates des « menaces pesant sur la liberté d'expression et l'indépendance des médias », « la situation dans ce domaine s'étant considérablement empirée depuis l'arrivée au pouvoir de la Coalition patriotique menée par le HDZ ». Aucune suite n'a été donnée par ces parlementaires, mais le 12 février, la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a appelé l'exécutif croate à « mettre fin au musellement anti-démocratique des journalistes et des médias indépendants ». Le gouvernement n'a pas répondu.



Cet article est produit en partenariat avec l'[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) pour le [Centre européen pour la liberté de la presse et des médias \(ECPMF\)](#), cofondé par la Commission européenne. Le contenu de cette publication est l'unique responsabilité du [Courrier des Balkans](#) et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Notes

[1] Cvjetni trg, place du centre de Zagreb où se trouve l'Église orthodoxe serbe, NdT